

ENQUETE PUBLIQUE

concernant la demande d'autorisation unique d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité sur le territoire de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt, présentée par la société H2air et comprenant 4 éoliennes et 1 poste de livraison pour le parc éolien des Primevères.

Conclusions et Avis du commissaire enquêteur

Enquête réalisée du lundi 15 juin 2020, à 9h au
mercredi 15 juillet 2019, à 17h.

Siège de l'enquête en mairie de Tavaux-et-Pontséricourt.

Dossier n° E200000004/80

1 Préambule

1.1 Objet de l'enquête :

Cette enquête publique concerne la « *demande d'Autorisation Environnementale Unique, présentée par la société H2air, en vue d'exploiter une installation terrestre de production d'électricité à partir de l'énergie mécanique du vent, dénommée parc éolien des Primevères* ».

En application de la loi n° 2014-1 du 2 janvier 2014 habilitant le gouvernement à simplifier et sécuriser la vie des entreprises, ce dernier a adopté l'ordonnance n° 2014-355 du 20 mars 2014 relative à l'expérimentation d'une *autorisation unique pour certaines installations classées parmi lesquelles figurent les parcs éoliens soumis à autorisation*.

Cette expérimentation vise à permettre la délivrance d'un **permis unique** réunissant l'ensemble des autorisations nécessaires à la construction et à l'exploitation des parcs éoliens comprenant au moins un aérogénérateur dont le mât a une hauteur supérieure ou égale à 50 mètres, à savoir :

- l'autorisation d'exploiter prévue par l'article L. 512-1 du Code de l'environnement,
- le permis de construire prévu par l'article L. 421-1 du Code de l'urbanisme,
- le cas échéant, l'autorisation de défrichement prévue par les articles L. 214-13 et L.341-3 Code forestier,
- l'autorisation d'exploiter prévue par l'article L. 311-1 Code de l'énergie,
- le cas échéant, la dérogation à l'interdiction de destruction des espèces protégées prévue par le 4° de l'article L. 411-2 Code de l'environnement,
- l'approbation prévue par l'article L. 323-11 du Code de l'énergie.

Compte tenu de la hauteur des mâts des aérogénérateurs (106 m) et la nature des activités exercées, un dossier de demande d'autorisation d'exploiter est nécessaire en vue d'exploiter le parc éolien, conformément au décret n°2011-984 du 23 août et l'arrêté d'application du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à **autorisation au titre de la rubrique 2980** de la nomenclature des ICPE.

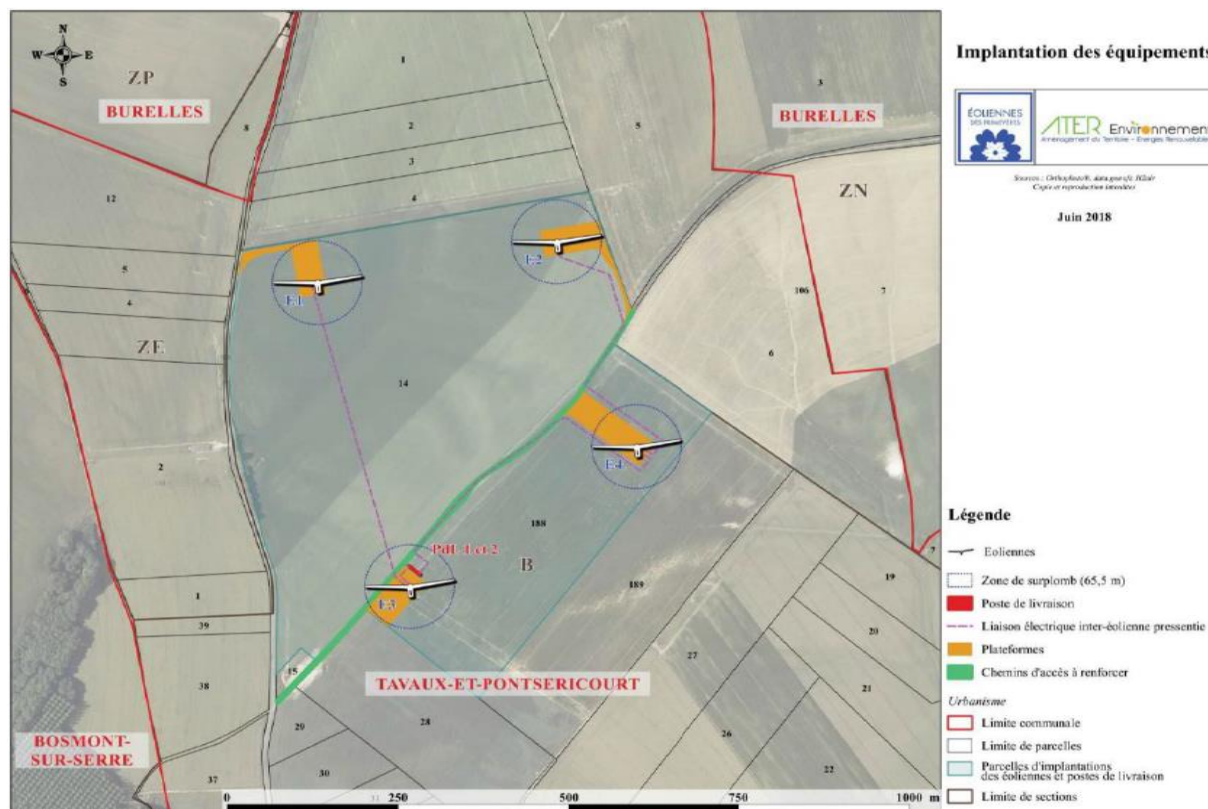
Cette procédure inclut une concertation du public sous la forme d'une enquête publique permettant à l'autorité ayant le pouvoir de décision (en l'occurrence Mr le Préfet de l'Aisne) de disposer préalablement de tous les éléments nécessaires à son information.

1.2 Description du projet :

Le parc éolien des Primevères se compose de :

- **4 éoliennes** de type Nordex N131, d'une puissance maximale de 3,9 MW, d'un rotor de 131 m et d'une hauteur maximale en bout de pale de **185,5 m** ;
- un réseau de câblage enterré ;
- des chemins d'accès, plateformes de grutage et de retournement ;
- un poste de livraison électrique, points de raccordement au réseau de distribution électrique.

et il est située sur le territoire de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt, dans le département de l'Aisne (02) en région Hauts-de-France.



La Zone d'Implantation Potentielle envisagée pour l'implantation des éoliennes est incluse dans le secteur Aisne - Nord. Elle appartient à une zone au sein de laquelle des contraintes patrimoniales ou techniques ont été identifiées dans le SRE. Ces zones peuvent accueillir des projets éoliens, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- sur la base d'une étude précise et étayée, le pétitionnaire démontre que certaines contraintes absolues qui amenaient à rendre une zone défavorable ne s'appliquent pas (éventualité liée à la précision de la carte à l'échelle régionale) ;
- cohérence du projet avec la stratégie régionale et les principes de protection des paysages (non mitage, non dominance, non encerclement, non covisibilité...) (source : SRE de l'ancienne région Picardie, page 46).

La zone d'implantation potentielle est située en dehors du périmètre de vigilance autour du belvédère de Laon, mais dans une zone à enjeux « très forts » concernant le patrimoine architectural, en raison de la présence des églises fortifiées de la Thiérache (site sanctuarisé). Elle se situe également en bordure de l'entité paysagère emblématique de la vallée de la Serre, paysage à petite échelle exigeant une vigilance renforcée vis-à-vis de l'éolien (zone à enjeux très forts). L'impact visuel du projet sera donc analysé de façon approfondie au regard de ces sites par le bureau d'étude Matutina, expert en paysage. La zone d'implantation potentielle se situe dans une zone à enjeux écologiques faibles et contraintes techniques « inexistantes ». Seule l'analyse détaillée des enjeux spécifiques du dossier dans le cadre de l'instruction permet de se prononcer in fine sur la possibilité de l'autoriser.

Le Schéma Régional Eolien indique que la stratégie du secteur Aisne-Nord est que « les nouvelles éoliennes devront être harmonisées avec les projets existants qu'elles viendront compléter (hauteur, rythme, type de machine, etc.) ». L'enjeu est ici d'implanter un nouveau parc éolien de façon à densifier le pôle existant, et à le structurer. L'ensemble des éoliennes de ce pôle doit s'organiser dans une logique commune, afin que les différents parcs éoliens du pôle forment un ensemble cohérent.

Le SRE précise également que la zone concernée par le projet nécessitera un développement du réseau électrique de transport pour permettre le raccordement de nouveaux parcs éoliens.

Situation du projet par rapport aux habitations

Suite aux échanges entre le porteur de projet et le conseil municipal, dès l'initiation du projet éolien des Primevères, la décision conjointe du maire, des conseillers municipaux et de la société H2air a été prise d'éloigner la zone d'implantation du projet, initialement à 500 mètres de l'habitation de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt la plus proche, à 950 mètres minimum.

L'habitat est relativement concentré dans la zone d'étude autour de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt.

Ainsi, le parc projeté est éloigné des zones urbanisées du :

- Territoire de Tavaux-et-Pontséricourt : Premières habitations du village situées à 1 830 m au plus proche de l'éolienne E3 et 2 005 m de E4 ;
- Territoire de Bosmont-sur-Serre : Ferme isolée de Labry située à 1 240 m au plus proche de l'éolienne E1 et 1 435 m de E3 ;
- Territoire de Burelles : Ferme isolée de Bélumont située à 1 240 m de l'éolienne E2 et 1 325 m de E4.

1.1 Rôle du commissaire enquêteur :

Le commissaire enquêteur accomplit une mission occasionnelle de service public et d'utilité collective dans le cadre de la législation et de la réglementation relatives aux enquêtes publiques.

Le commissaire enquêteur favorise l'accès du public à l'information mise à sa disposition sous la forme d'un dossier d'enquête publique élaboré par le porteur de projet et qui contient les éléments permettant :

- d'apprécier la nature du projet,
- de présenter les impacts du projet sur les milieux physiques,
- de présenter les impacts du projet sur les milieux naturels,
- de présenter les impacts du projet sur les milieux humains,
- de présenter les effets visuels et paysagers du projet.

Il lui est demandé, à partir des observations du public consigné dans le registre d'enquête et qui lui ont été soumises lors de conversations durant les permanences, de donner son avis motivé personnel.

Sa mission est d'apprécier l'acceptabilité sociale du projet soumis à l'enquête ; Il doit, à partir des observations collectées tout au long de l'enquête, séparer celles qui sont recevables (qui concernent directement le projet et son impact local) et celles qui reprennent les antennes du discours anti-éolien le plus radical.

2 Déroulement de l'enquête :

L'enquête publique s'est déroulée sur 31 jours consécutifs : elle a été ouverte le lundi 15 juin 2020 à 9 heures et close le mercredi 15 juillet 2020 à 17 heures. La mairie de Tavaux-et-Pontséricourt accueille le siège de l'enquête et les cinq permanences se sont déroulées dans ses locaux. L'enquête publique concernait également le parc éolien des Violettes projeté sur le territoire de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt et situé plus à l'est, en lisière de la forêt domaniale du Val St-Pierre.

J'ai constaté que :

- l'enquête s'est déroulée conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en date du 19 mai 2020 ordonnant son ouverture,
- la publicité portant à la connaissance du public le déroulement de l'enquête a été conforme à l'article 3 de l'arrêté préfectoral susnommé :
 - dans la presse par une parution de l'avis d'ouverture de l'enquête dans deux journaux locaux L'Union et L'Aisne Nouvelle quinze jours avant le début de l'enquête et au cours des huit premiers jours de l'enquête,
 - sur les panneaux d'affichage extérieurs des mairies de Tavaux-et-Pontséricourt et des 27 communes dont une partie du territoire est situé à moins de 6km du périmètre de l'opération envisagée,
 - les dossiers d'enquête complets sous forme papier étaient mis à disposition du public, durant toute la durée de l'enquête, en mairie de Tavaux-et-Pontséricourt,
- le dossier d'enquête a été mis en ligne et consultable sur le site Internet des Services de l'État durant toute la période de l'enquête,
- le public a pu prendre connaissance des dossiers dans de bonnes conditions,
- les registres d'enquête ont été mis à disposition du public aux heures habituelles d'ouverture de la mairie et le public a disposé de suffisamment de temps pour y formuler ses observations.
- l'enquête s'est déroulée sans problèmes.

L'enquête a été close le mercredi 15 juillet 2020, à 17 heures.

Six constats d'huissier de justice ont été dressés à trois dates différentes (29 mai, 15 juin et 16 juillet) afin de constater la conformité des affichages sur les sites et dans les mairies concernées et la présence et la disponibilité des dossiers d'enquêtes et des observations formulées par le public sur le site de la préfecture de l'Aisne.

3 Bilan de l'enquête :

3.1 Sur le contenu du dossier d'enquête :

Le dossier réalisé par la société H2air soumis à enquête publique est complet et documenté. Il comporte les éléments prévus par les articles R.512-3 à R.512-6 du code de

l'Environnement. Le contenu de l'étude d'impact est conforme aux dispositions de l'article R.512-8 de ce même code.

L'étude d'impact a fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale, celui-ci était joint au dossier, conformément à la législation.

3.2 Bilan de la procédure de débat public et de la concertation :

En raison de la nature de l'activité envisagée, le projet n'est pas soumis à l'obligation d'organiser un débat public national prévu aux articles R.121-1 à L.121-3. En revanche, le présent projet est soumis à enquête publique et à ce titre, un bilan de la concertation doit être dressé et faire partie du dossier d'enquête.

En l'occurrence, le projet a bénéficié d'une communication permettant aux riverains de prendre connaissance de ses caractéristiques.

Concertation et information dans le cadre du projet :

En août 2015, la société H2air a organisé une rencontre avec les élus de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt, puis peu de temps après, avec les représentants de la Communauté de Communes du Pays de la Serre afin de présenter la société, ses méthodes de développement et le projet de parc éolien des Primevères. Les élus se sont montrés favorables au développement d'un projet sur leur territoire.

Le projet éolien des Primevères a ainsi débuté par les signatures :

- De la lettre de mission confirmant l'intérêt de la commune pour l'étude de faisabilité d'un projet éolien, en date du 3 septembre 2015;
- De la délibération favorable pour la signature de la convention de voirie, en date du 26 février 2016;
- De la convention de voirie.

Suite aux échanges entre le porteur de projet et le conseil municipal, la décision conjointe du maire, des conseillers municipaux et de la société H2air a été prise d'éloigner la zone d'implantation du projet, initialement à 500 mètres de l'habitation du bourg de la commune la plus proche, à 950 mètres.

Une lettre de soutien a également été signée par la Communauté de Communes du Pays de la Serre en date du 4 septembre 2015 auprès de laquelle les avancées du projet sont régulièrement présentées.

3.3 Sur les observations du public consignées sur les registres d'enquête :

J'ai constaté :

- que le public a eu la possibilité de s'informer de la teneur du projet grâce à un dossier d'enquête complet, comportant les études d'impact et de danger, mais également des résumés non-techniques permettant une appréhension plus aisée du projet ; ce dossier pouvait être consulté au siège de l'enquête, dans le respect des règles sanitaires et par voie dématérialisée sur le site de la préfecture de l'Aisne.
- que toutes les personnes ayant souhaité s'exprimer sur le registre d'enquête en présence ou non du commissaire-enquêteur ont pu le faire convenablement,
- que toutes les personnes ayant souhaité s'exprimer par courrier du premier au dernier jour de l'enquête ont pu le faire sans difficulté,

- que le public avait la possibilité de déposer des observations par l'intermédiaire d'une adresse courriel gérée par les service préfectoraux et que les observations m'ont été transmises et mis à disposition du public grâce à un registre papier lors de chaque permanence.

Au final, la comptabilisation des observations et documents consignés aux registres s'établit ainsi :

Observations rédigées sur le registre <i>référéncées Obs Rx</i>	Documents déposés lors des permanences <i>référéncés Document n°x</i>	Observations transmises par courriel <i>référéncés Doc n°x/INT</i>
13	10	15

Conformément à l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 19 mai 2020 ordonnant l'ouverture de l'enquête publique, j'ai rencontré le vendredi 17 juillet M. Boris Fédotoff et Mme Anne-Marie Marchand, responsables de projet de la société H2air dans une salle annexe de la mairie d'Aguilcourt (la mairie de Tavaux-et-Ponséricourt étant fermée et le maire en congés).

J'ai communiqué à M. Boris Fédotoff et Mme Anne-Marie Marchand les observations écrites qui m'ont été soumises durant l'enquête publique sous la forme **d'un procès-verbal de synthèse** ; je les ai informés de la manière dont se sont déroulées les permanences, l'attitude des intervenants et ma perception de l'état d'esprit de la population locale au travers des conversations tenues lors des permanences.

J'avais en ma possession les registres d'enquête et la totalité des documents y étant été annexés et j'ai fourni aux représentants de la société H2air le complément, sous forme de fichiers PDF et JPG, des documents annexés aux registres d'enquête que j'avais numérisés ; j'avais fourni, en cours d'enquête et dès la clôture une partie des documents annexés et des copies des contenus des registres d'enquête. J'ai reçu par courriel, jeudi 30 juillet, les fichiers numériques constituant le mémoire en réponse du pétitionnaire et le lendemain par lettre recommandée avec accusé de réception le même document de 45 pages et un carnet d'annexes de 73 pages, sous forme imprimée.

4 Avis de l'autorité environnementale :

La société H2air a déposé, le 6 août 2018 auprès de la DREAL Hauts-de-France et le 7 août 2018 à la Direction Départementale des territoires de l'Aisne deux dossier de demande d'autorisation environnementale en vue de construire et d'exploiter deux parcs éoliens au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

Le 6 mars 2019, les services instructeurs du dossier (DREAL des Hauts de France) ont informé le porteur de projet que les dossiers comportaient l'ensemble des pièces requises par le décret du 2 mai 2014 et souffraient de quelques irrégularités sur le fond et les listes d'insuffisances étaient jointes en annexe. Dans le même courrier, le porteur de projet est informé qu'il dispose de 6 mois pour apporter les compléments d'information réclamés.

Le 30 août 2019, les dossiers de réponses aux compléments ont été adressé à Monsieur le Préfet de l'Aisne.

Le 11 décembre 2019, la DREAL a informé le pétitionnaire que la phase de recevabilité de son dossier de demande d'Autorisation unique est achevée, qu'il a été déclaré complet et régulier par l'inspection des installations classées et qu'il peut désormais être soumis à enquête publique.

5 Avis de la Mission Régionale de l'Autorité environnementale (MRAe) :

La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) de la région Hauts-de-France a été saisie pour avis le 8 novembre 2019 sur les projets de parcs éoliens des sociétés Éoliennes des Primevères et Éoliennes des Primevères, sur la commune de Tavaux-et-Ponséricourt dans le département de l'Aisne. La MRAe a rendu son avis le 8 janvier 2020 et les compléments d'information demandés ont été fournis par la société H2air le 20 février.

6 Avis des personnes publiques associées :

Figurent aux dossiers d'enquête :

- Les autorisations du directeur de la sécurité aérienne au titre de l'article R.244-1 du code de l'aviation civile,
- Les autorisations de la direction générale de l'aviation civile,
- Le courrier de Mme la directrice de l'Institut national de l'origine et de la qualité signalant qu'elle n'a pas de remarques à formuler sur le projet.

Délibérations des conseils municipaux des communes concernées :

Comme le stipule l'article 12 de l'arrêté préfectoral, les conseils municipaux des 27 communes concernées sont appelés à donner leur avis sur la demande d'autorisation, dès le début de la phase d'enquête et ne pourront être pris en considération que les avis exprimés au plus tard dans les 15 jours suivant la clôture du registre d'enquête.

Au 31 juillet, sept communes avaient exprimé leur avis sur les projets de parc présentés par la société H2air sur le territoire de Tavaux-et-Ponséricourt, avis présentés dans le tableau ci-dessous :

Commune	Nature de l'avis
Burelles	défavorable
Chaourse	favorable
Ciry	défavorable
Hary	défavorable
Lugny	défavorable
Plomion	défavorable
Tavaux-et-Ponséricourt	favorable

7 Conclusions motivées :

7.1 Sur le fond :

Il est difficile de reprocher à la société H2air d'œuvrer pour son cœur de métier, la construction et l'exploitation de parcs éoliens, dans le respect de la réglementation.

Il est difficile de reprocher les convictions des personnes ayant déposé des observations ; la plupart défendent leur cadre de vie, les paysages de Thiérache si caractéristiques et la protection de la faune, d'autres plus radicales, présentent de sombres perspectives sur l'impact de l'éolien sur la santé et l'environnement.

Il est difficile de reprocher au maire de Tavaux-et-Pontséricourt et aux collectivités locales de souhaiter l'implantation de ces dispositifs industriels permettant des retombées fiscales pour cette région en manque de ressources.

7.2 Sur la forme :

On peut s'étonner de l'approche très technique des différentes études présentées par la société H2air, répondant, certes, aux critères exigés par la réglementation.

On peut s'étonner de constater que les habitants de la région n'aient une approche plus pragmatique de l'implantation des parcs éoliens qui les mèneraient à faire la part des choses entre l'impact sur leur cadre de vie et les retombées économiques pour les collectivités locales dont, *in fine*, ils seraient les bénéficiaires.

On peut s'étonner du radicalisme de certains opposants qui s'appuient sur des études inadaptées du contexte éolien (infrasons) ou imprécises (impacts sur la santé du bétail) afin de défendre des convictions bien ancrées et, quels que soient les arguments contradictoires avancés, y resteront attachées.

On peut s'étonner de la faible implication des conseils municipaux des communes des communes concernées (sur 27 appelés à délibérer, 5 ont rendus des avis défavorables et 2 des avis favorables).

On peut enfin s'étonner de la faible implication de la population locale, qui a été soit sensible à la communication mise en place par le promoteur, soit acceptée avec résignation l'installation des parcs.

7.3 Avantages du projet :

Le projet s'inscrit dans les objectifs de la Loi Grenelle II, publiée le 12 juillet 2010, porte engagement national pour l'environnement. Elle a fixé pour chaque type d'énergie renouvelable des objectifs précis de puissance à installer d'ici 2020.

Dans le cadre de la loi de transition énergétique pour la croissance verte adoptée en août 2015, la France s'est fixée des objectifs pour l'ensemble des technologies renouvelables. La loi prévoit de porter la part des énergies renouvelables à 23 % de la consommation finale brute d'énergie en 2020 et à 32 % en 2030, et de réduire la part du nucléaire dans la production d'électricité à 50 % à l'horizon 2025.

La Programmation pluriannuelle de l'énergie (PPE), qui fixe les priorités d'actions des pouvoirs publics dans le domaine de la transition énergétique, a attribué en 2018 des objectifs pour la filière éolienne.

Pour l'éolien terrestre, la puissance installée devra atteindre 24,6 GW à fin 2023. A l'horizon 2028, ce seront 34,1 GW pour une option basse, et 35,6 GW pour une option haute, qui devront être implantés en France métropolitaine.

Pour l'éolien en mer, l'objectif est d'atteindre 2,4 GW de puissance à fin 2023 et une fourchette de 4,7 – 5,2 GW en 2028.

[Le projet est situé dans une zone favorable sous condition à l'éolien](#)

Le secteur d'implantation se superpose à une zone favorable, favorable sous condition et défavorable (avec la possibilité d'accueillir toutefois des projets éoliens). Pour ces raisons, cette zone est susceptible d'accueillir des éoliennes.

[Le parc éolien des Primevères est un projet de la société H2air](#)

Le groupe se compose d'une société-mère, **H2air**, et de trois filiales économiques dont **H2air PX** et **H2air GT**. H2air et ses filiales permettent de prendre en charge toutes les étapes d'un projet éolien, du développement à la gestion opérationnelle en passant par la construction. Ces sociétés garantissent une optimisation en termes de coûts et de délais, ainsi qu'une implantation cohérente et concertée.

Le groupe s'appuie sur près de 35 collaborateurs expérimentés aux savoir-faire pluridisciplinaires, et dispose d'un bureau à Berlin depuis 2008 et de trois agences de développement : l'agence Nord depuis 2008, l'agence Est à Nancy depuis 2012 et l'agence Ouest à Tours depuis 2015.

Au 1er septembre 2017, 4 parcs d'une puissance totale de 136,9 MW développés et construits par H2air, sont actuellement en service en région Grand Est et en Hauts-de-France.

Le parc Coquelicot 1 est actuellement en construction en région Hauts-de-France (32,3 MW, 14 éoliennes, mise en service au printemps 2018). Le parc Coquelicot 2 fait l'objet d'une extension de 2 machines, pour un total de 10 éoliennes produisant 23 MW.

[Le projet représente un investissement industriel de plusieurs millions d'Euros :](#)

Certes les machines ne sont pas fabriquées en France, mais une partie des matériels périphériques et les travaux de génie civil seront fabriqués ou réalisés par des entreprises françaises nationales ou locales. La situation économique actuelle peut difficilement faire l'impasse sur un projet permettant d'assurer une activité dégageant, certes pendant une période d'environ un an, un chiffre d'affaire de quelques millions d'euros pour les entreprises appelées à intervenir sur le chantier.

[Le projet entraîne des créations d'emplois :](#)

Les parcs éoliens nécessitent du personnel pour leur exploitation et leur maintenance ; H2air et ses filiales prennent en charge toutes les étapes d'un projet, du développement à la gestion opérationnelle, en passant par la construction. Chaque création de parc éolien entraîne une augmentation des effectifs des sociétés chargées de la maintenance et de l'exploitation.

[Le projet apporte des rentrées financières aux collectivités locales :](#)

Comme toute industrie qui s'implante sur un territoire les éoliennes vont être source de retombées économiques pour le territoire.

Les retombées bénéficient aux communes, communautés de communes ; l'estimation des contributions annuelles du parc éolien des Primevères, cumulées avec celles du parc des Primevères au bénéfice des collectivités locales est présentée dans le tableau ci-dessous :

Projets de parcs éoliens des Violettes et des Primevères sur la commune de Tavaux-et-Pontséricourt

Les retombées fiscales*

	Région	Département	Communauté de Communes	Commune
	CVAE	IFER, CVAE, TFPB	IFER, CVAE, CFE	TFPB, IFER
Revenus par an	18 677 €	164 401 €	222 690 €	79 902 €
Revenus sur 20 ans	373 540 €	3 288 020 €	4 453 800 €	1 598 040 €

Éléments de calcul :

2 éoliennes de 3,6 MW et 10 éoliennes de 3,9 MW

Fiscalité professionnelle unique (avec 20% de l'IFER à la commune d'implantation)

Délibérations et taux applicables dans les collectivités territoriales en 2018

(*) Estimation, sous réserve du maintien des taux de fiscalité



L'impact économique est donc positif. Il convient de noter, que ces retombées fiscales ne concernent pas uniquement les communes d'implantation, mais également la communauté de communes et le département de l'Aisne.

Le projet a été évalué par l'Autorité Environnementale :

La société H2air a déposé, le 6 août 2018 auprès de la DREAL Hauts-de-France et le 7 août 2018 à la Direction Départementale des territoires de l'Aisne deux dossier de demande d'autorisation environnementale en vue de construire et d'exploiter deux parcs éoliens au titre de la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées.

Le 6 mars 2019, les services instructeurs du dossier (DREAL des Hauts de France) ont informé le porteur de projet que les dossiers comportaient l'ensemble des pièces requises par le décret du 2 mai 2014 et souffraient de quelques insuffisances.

Le 30 août 2019, les dossiers de réponses aux compléments ont été adressé à Monsieur le Préfet de l'Aisne.

Le 11 décembre 2019, la DREAL a informé le pétitionnaire que la phase de recevabilité de son dossier de demande d'Autorisation unique est achevée, qu'il a été déclaré complet et régulier par l'inspection des installations classées et qu'il peut désormais être soumis à enquête publique.

Le projet va induire des mesures d'accompagnement :

La société H2air s'engage dans un programme d'accompagnement afin d'éviter ou réduire les impacts sur le milieu naturel et l'environnement et de mettre en place des mesures visant à compenser les nuisances induites.

Thématique	Type de mesure	Description de la mesure
Paysage	Accompagnement	Plantation de tilleuls palissés afin de créer un rideau d'arbre pour réduire la visibilité des parcs éoliens depuis le parvis de l'église de Gronard
	Accompagnement	UNIQUEMENT POUR LE PARC EOLIEN DES VIOLETTES : Plantation d'une haie le long du cimetière de l'église fortifiée de Vigneux-Hocquet afin de créer un rideau d'arbre pour réduire la visibilité du parc éolien
Ecologie	Accompagnement	Soutien financier au programme "SOS Chauves-souris", mené par Picardie Nature
	Accompagnement	Protection des nichées de busard, avec le bureau d'étude "Rainette"
	Réduction	Bridage pour la protection des chiroptères : - Parc éolien des Violettes : E1 à E6 - Parc éolien des Primevères : E1 à E4
Acoustique	Réduction	Mise en place de système de serration afin de réduire le bruit des éoliennes
	Réduction	Bridage des éoliennes : - Eoliennes des Violettes : E3 / nocturne / 7 m/s / NE - Eoliennes des Primevères : E1 / nocturne / 5 m/s / SO
Cadre de vie	Accompagnement	Soutien financier auprès de l'Association pour un Mémorial Départemental des Villages Martyrs de l'Aisne (AMDVMA)
	Accompagnement	Participation aux travaux de rénovation et d'entretien de l'église fortifiée de Thiérache de Tavaux
	Accompagnement	Participation au programme d'enfouissement des lignes aériennes de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt
	Accompagnement	Réhabilitation du terrain multisport de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt
	Accompagnement	Retrait de la totalité des fondations

7.4 Grievs à opposer au projet :

J'ai constaté dans les observations et conversations tenues lors de permanences deux types de remarques :

- celles concernant des préoccupations d'ordre local sur l'atteinte aux paysages et au cadre de vie, les risques pour la santé ou les nuisances sonores et visuelles : les 580 habitants de Tavaux-et-Pontséricourt n'ont déposé que 3 observations sur un total de 38 : elles concernent principalement des thèmes généraux, l'une d'entre elle émanant d'un apiculteur, craint que les éoliennes ne perturbent la fécondation des abeilles et craint également une pollution de la nappe phréatique par les socles en béton et que la réception de la télévision soit perturbée.
- celles concernant des remarques générales que l'on retrouve dans les griefs des opposants systématiques à l'éolien : certes, ces argumentations s'appuient sur des études, mais auxquelles les maîtres d'œuvre opposent des études tout autant circonstanciées concluant sur des résultats inverses ou contradictoires.

Démontage des éoliennes après exploitation :

Certains opposants prétendent qu'en cas de faillite de l'exploitant, le démontage serait à la charge du propriétaire des terrains : La législation permet de répondre aux obligations de garanties de démantèlement via une lettre d'engagement d'un organisme bancaire ou d'assurance. C'est la voie qui est privilégiée aujourd'hui par le pétitionnaire. Ainsi, l'organisme en question se porte caution AVANT la mise en service de l'installation auprès de Monsieur le Préfet de la disponibilité des fonds en cas de cessation d'activité du porteur de projet et de défaut(s) au moment du démantèlement. La société H2air, par le versement d'une garantie financière dont le montant a été justifié dans le mémoire en réponse, assure le démantèlement du parc en fin d'exploitation.

Un projet qui dépréciera les biens fonciers :

La présence d'un parc éolien ne modifie pas les caractéristiques objectives d'une habitation comme son état, sa taille, sa situation, son équipement. Ce sont ces caractéristiques principalement qui font la valeur d'un bien. Seuls des critères subjectifs de perception de l'éolien peuvent éventuellement influencer l'impression de l'environnement d'une habitation. Il s'avère que les différentes études menées dans plusieurs territoires sur lesquels sont implantés des parcs éoliens n'aient pas relevé de baisse significative de la valeur des biens mobiliers.

Je suis personnellement convaincu que la contribution de ces infrastructures industrielles à l'amélioration des budgets communaux et intercommunaux permettra la réalisation d'infrastructures et la mise en place de services améliorant l'attractivité de petites communes rurales.

Observations d'ordre général concernant l'utilité de l'éolien, les subventions dont il bénéficie, son incapacité à remplacer le nucléaire... :

Ce sont les observations récurrentes apparaissant dans toutes les enquêtes publiques mais ne s'inscrivent pas dans le contexte de ces consultations qui se doivent de recueillir les remarques du public concernant les impacts directs sur leur vie quotidienne.

Certes, l'éolien ne remplacera jamais la production d'électricité à partir de la fission nucléaire, certes l'État a subventionné les énergies renouvelables pour inciter à leur exploitation mais ce sont des décisions sur lesquelles le citoyen peut, donner son avis mais qui n'ont qu'un rapport lointain avec la concertation autour des conséquences de l'implantation d'un parc éolien sur un territoire donné.

L'enquête publique est un processus de concertation mis en place pour collecter l'avis de la population d'un territoire sur l'impact d'une implantation d'une infrastructure clairement identifiée et non pas un débat d'idée sur l'utilité d'une filière industrielle.

Une demande de préservation des paysages de Thiérache, jusqu'à présent sauvegardés :

La Thiérache présente, dans certains secteurs, un paysage typique de bocage relativement préservé et auquel les habitants semblent particulièrement attachés. Les particularités de cette région ont fait l'objet d'une Charte paysagère, outil d'aide à la décision qui prend la forme d'un contrat moral entre les différents acteurs d'un territoire et document contractuel qui n'a pas de valeur réglementaire opposable ; cette charte peut faire l'objet d'engagements se traduisant par des conventions avec des partenaires (publics ou privés) tel que l'état, la région, le département, les coopératives agricoles, les associations etc. mais n'a pas, jusqu'à présent bénéficié d'engagements tangibles. La région souffre malheureusement d'une situation économique dégradée qui ne présente pas de perspectives d'amélioration : le développement du tourisme reste limité, les implantations industrielles stagnent et la situation de l'agriculture est délicate ; la vision très « économique » du promoteur est sans doute choquante mais propose une amélioration des moyens financiers des collectivités afin de soutenir les investissements publics. Le paysage agricole de Tavaux-et-Pontséricourt se rapproche plus de celui du Laonnois que du bocage thiérachien et l'implantation d'éoliennes y est sans doute moins dissonant : la crainte exprimée est également que l'implantation de parcs au nord de la Serre soit le commencement d'une importante implantation sur tout le secteur jusqu'à présent préservé et s'étende jusqu'au-delà de Vervins.

Impact des infrasons sur la santé :

Plusieurs importantes communications ont été versées au registre d'enquête et concernant l'impact des infrasons sur la santé humaine : elles concernent plus le secteur industriel et ne font qu'une allusion à l'éolien. Il n'existe pas, et je le déplore, d'étude spécifique sur la génération, la propagation et impacts des infrasons générés par les éoliennes ; cette carence ne peut que contribuer à semer le doute et générer des balivernes chez les populations concernées.

Impact sur l'élevage :

L'impact des parcs éoliens sur l'élevage est un sujet très sensible en Thiérache : la situation économique des exploitations est souvent précaire et tout facteur nouveau pouvant l'affecter est un sujet d'inquiétude pour les exploitants. Le doute peut s'installer en l'absence d'étude précise sur le sujet et les opposants se basent sur un exemple unique pour prouver l'incidence néfaste des éoliennes sur la santé et la productivité du bétail, sans citer les nombreuses exploitations voisines de parcs éoliens et ne présentant aucun problème. Les interrogations sur l'impact des parcs sur le bétail ne seront levées qu'à la suite d'une étude scientifique, complète et objective. Le paysage agricole de Tavaux-et-Pontséricourt se rapproche plus de celui du Laonnois, constitué de grandes cultures intensives, que celui de la Thiérache herbagère, où l'élevage est beaucoup plus répandu.

8 Avis du commissaire enquêteur :

Les avantages apportés par le projet revêtent un caractère général.

Les griefs énoncés sont pour certains judiciaires, pour d'autres basés sur des affirmations très subjectives ; tous ont fait l'objet de réponses ou des éclaircissements précis et étayés apportés par le porteur de projet.

Les possibles créations d'emploi, les retombées financières ou les mesures d'accompagnement proposées sont clairement énoncées dans les différents documents constituant le dossier d'enquête.

L'importance des investissements financiers du projet, la nécessité d'atteindre les objectifs fixés par la loi Grenelle II, n'ont pas été décelables dans les observations du public.

Les griefs portés contre le projet concernent essentiellement les craintes de modifications des conditions d'existence quotidienne, les atteintes aux paysages et à la nature en général.

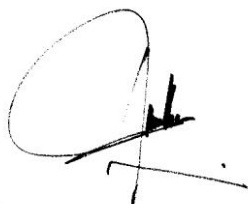
La complétude, la conformité et la régularité du dossier présenté par la société H2air, attestée par l'Autorité environnementale, apporte une garantie du respect de la réglementation régissant les Installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

La modeste mobilisation des habitants des villages concernés, sans doute plus sensibles aux retombées financières positives qu'aux impacts négatifs et parfois supposés des parcs projetés.

Au final, je considère que les arguments exprimés en faveur du projet l'emportent sur les inconvénients que la population n'a pas exprimés de manière importante et pouvant mettre en cause la poursuite du projet,

J'émet un **AVIS FAVORABLE** à la demande d'Autorisation Environnementale Unique présentée par la société H2air afin de construire et d'exploiter le parc éolien des Primevères sur le territoire de la commune de Tavaux-et-Pontséricourt.

Fait à Aguilcourt, le 12 août 2020

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'J' and 'L' followed by a horizontal line and a small dot.

Jean-Marc LE GOUELLEC

Commissaire enquêteur